bulletin semestriel

Septembre 2015

Société archéologique historique et scientifique de Soissons

SOMMAIRE

En couverture : la nef de l'église de Martigny-Courpière visitée le 10 mai 2015.

2 - sommaire.

3 - notre programme jusqu'en janvier 2016.

4 - informations diverses.

5 - le port de Soissons par Philippe Quérel, le 22 mars 2015

7 - la reconstruction de Soissons par Florent Corbier, le 12 avril 2015.

11 - notre sortie à Vassogne, le 10 mai 2015

12 - notre sortie pique-nique du 14 juin 2015.

16- journée du patrimoine S.A.H.S.

Bulletin conçu, réalisé et imprimé par nos soins
Dépôt légal septembre 2015
Tirage 260 exemplaires

NOS RENCONTRES JUSQU'EN JANVIER 2016

Société archéologique, historique et scientifique de Soissons
4, rue de la Congrégation, 02200 SOISSONS
Téléphone-répondeur-fax : 03 23 59 32 36
Site Internet : www.sahs-soissons.org - courriel : contact@sahs-soissons.org
Association reconnue d'intérêt général à caractère culturel par la D.S.F. de l'Aisne le 25 septembre 1996

samedi 19 et dimanche 20 septembre : de 9 h.30 à 18h.30 à notre siège : vente de livres, cartes, photos et documents divers depuis l'Antiquité jusqu'à la guerre 39-45 (voir page 16).

dimanche 25 octobre : à 15 heures à l'auditorium du Mail à Soissons, conférence sur *"Coucy avant 1914"* par Michèle Tranchart et Pierre-Emmanuel Sautereau qui analyseront le bâti urbain de Coucy-le-Château au XIX° siècle. Michèle Tranchart évoquera son travail de décryptage des descriptions faites par les notaires et retranscrites dans les registres d'hypothèques. Pierre-Emmanuel Sautereau expliquera comment il a pu passer de l'archéologie numérique à la restitution virtuelle en 3 D.

vendredi 13 novembre : conférence-dîner à 19 heures 30 à l'hôtel des Francs à Soissons. Préalablement au repas, Denis Rolland évoquera le *"manoir soissonnais"*, Assez mal connu, on le confond souvent avec une ferme fortifiée car la fonction agricole a progressivement supplanté la résidence. A l'aide d'exemples pris dans notre région, il retracera l'évolution de cette demeure noble de la campagne du XIII° au XVIII° siècle. **Inscription indispensable** à l'aide du bulletin joint.

dimanche 13 décembre : à 15 heures, à l'auditorium du Mail à Soissons, Emilie d'Orgeix expliquera la fulgurante ascension de Jacques Pennier (1656-v.1720), apprenti peintre soissonnais devenu ingénieur géographe des camps et des armées de Louis XIV. Rares sont les cartographes militaires français d'Ancien Régime qui ont laissé une œuvre aussi importante que celle de Jacques Pennier qui signa durant sa carrière plus de deux mille cartes et plans manuscrits.

dimanche 17 janvier : conférence à 15 heures à l'auditorium du Mail à Soissons sur le thème *"la Shoah en Soissonnais 1940-1944"* avec Stéphane Amélineau, professeur documentaliste, qui a regroupé des centaines d'archives dispersées en Europe ou en Israël et enregistré des dizaines de témoignages de fils et filles de déportés, témoins directs de la persécution des Juifs entre 1940 et 1944 dans le Soissonnais. Ce qui, au départ en 2011, devait servir de supports pédagogiques pour un enseignement de la Shoah auprès de ses élèves s'est mué en une véritable enquête historique. C'est cette mémoire redécouverte que Stéphane Amélineau présentera avant la sortie en 2016 de son livre *Journal de bord d'un itinéraire de mémoire : la Shoah en Soissonnais* publié dans une collection dirigée par Serge Klarsfeld.

*

Notre réunion de février aura lieu le dimanche 14 et sera consacrée à notre assemblée générale annuelle.

Nous avons eu la tristesse d'apprendre le décès de deux de nos sociétaires :

Madame Suzanne HACARD le 21 mars 2015

et Monsieur Pierre CASCALES le 4 juin 2015,

Que leur famille trouve ici l'expression de nos bien sincères condoléances.

INFORMATIONS DIVERSES

Bienvenue à nos adhérents de la nouvelle année :

Mmes Marie-Claude BACH, de Soissons,
Patricia KEATES, de Belleu,
MM. Jean-François FERTĖ, d'Ambleny,
Benoît RENARD, de Soissons,,
Didier VIEVILLE, de Villeneuve St Germain.
La société ARCHIPOP de Beauvais.

Sondage sur le jour et l'horaire de nos conférences : cinquante et un adhérents ont répondu au questionnaire joint à notre bulletin d'avril dernier. Les préférences exprimées en 1er choix sont les suivantes :
- 34 pour le dimanche à 15 heures dont 21 en choix unique,
- ensuite le mercredi 18 heures pour 6 et le lundi 18 heures pour 4.

La conclusion est évidente.

Information : la subvention annuelle de la Société historique qui était de 1500 € depuis 25 ans a été réduite de 33 % cette année, ce qui la ramène à l000 €. Même si la Ville n'avait pas à se justifier, nous avons tout de même demandé une explication par courrier. La réponse est incompréhensible : la Ville a aidé notre Société pour ses projets 2014 liés au centenaire de la guerre 14-18 (qui, en fait, avaient été sollicités par la précédente municipalité) ; cela justifie, selon elle, une réduction de subvention. Tout se passe donc comme si ces projets avaient été aidés par la Ville pour le seul bien-être de la Société sans aucun intérêt pour la Ville.

Le 12 juin, Pascale Jacques, Denis Roland et Jean-Marc Wintrebert ont rencontré le maire. Le but était d'en savoir plus sur la réduction de notre subvention et sur les locaux. Sans entrer dans les détails d'un entretien assez décevant, relevons néanmoins un point positif : le maire , pour la première fois, a visité nos locaux. Affaire à suivre !

Journée de la Fédération : comme chacun en a été informé en juin dernier, elle se tiendra à Chauny, salle Rabelais, le dimanche 13 septembre prochain. Plusieurs conférences sont proposées ainsi que différentes visites à La Fère. Des inscriptions sont encore possibles auprès de Mme Laurent au 06 83 59 63 26.

*

Le port de Soissons au XIXe siècle

Conférence de Philippe Quérel du 22 mars 2015

Située le long de l'Aisne, Soissons possède un port fluvial dont l'origine et l'organisation initiale sont peu précises. On notera qu'un trafic lié au commerce des grains depuis Soissons par voie fluviale est attesté depuis la fin du XVIe siècle.

Au début du XIXe siècle, l'Aisne est canalisée sur 57 km et partiellement doublée par un canal. En 1842, ces aménagements sont achevés. Le trafic du port double au cours des années 1850, atteignant une moyenne de 400 navires par an à la fin de la décennie. A la fin du XIXe siècle, il a quadruplé. Environ 2.000 bateaux traversent Soissons. Une partie fait escale dans son port. L'ouverture du canal de l'Oise à l'Aisne, en 1890, réduit le trafic aux transports en provenance ou à destination de l'Oise canalisée et de la Seine.

Le trafic est assuré essentiellement par des embarcations halées par des chevaux. Au milieu du XIXe siècle, la besogne, bateau à fond plat, à coque en chêne, long de 40 à 50 mètres pour 7 à 8 de large, d'un port en lourd de 350 à 550 tonnes, est la principale embarcation pour le transport de marchandises naviguant sur l'Aisne. L'équipage est de trois hommes. La navigation à vapeur se développe au milieu des années 1820 dans les eaux européennes. Le premier navire à vapeur à voyageurs sur la ligne Compiègne-Soissons navigue en 1839-1840. Au cours des années suivantes, des sociétés de navigation développent un service régulier vers Compiègne, Creil, Paris puis Rouen. En 1847, 30 à 40 bateaux à vapeur naviguent chaque mois.

Les ports existants au fil de l'Aisne consistent en de modestes infrastructures destinées principalement au chargement de produits agricoles. À ces produits, le port de Soissons ajoute du bois, des fourrages, de la houille pour les sucreries et distilleries, des matériaux de construction, notamment des pierres et des produits industriels.

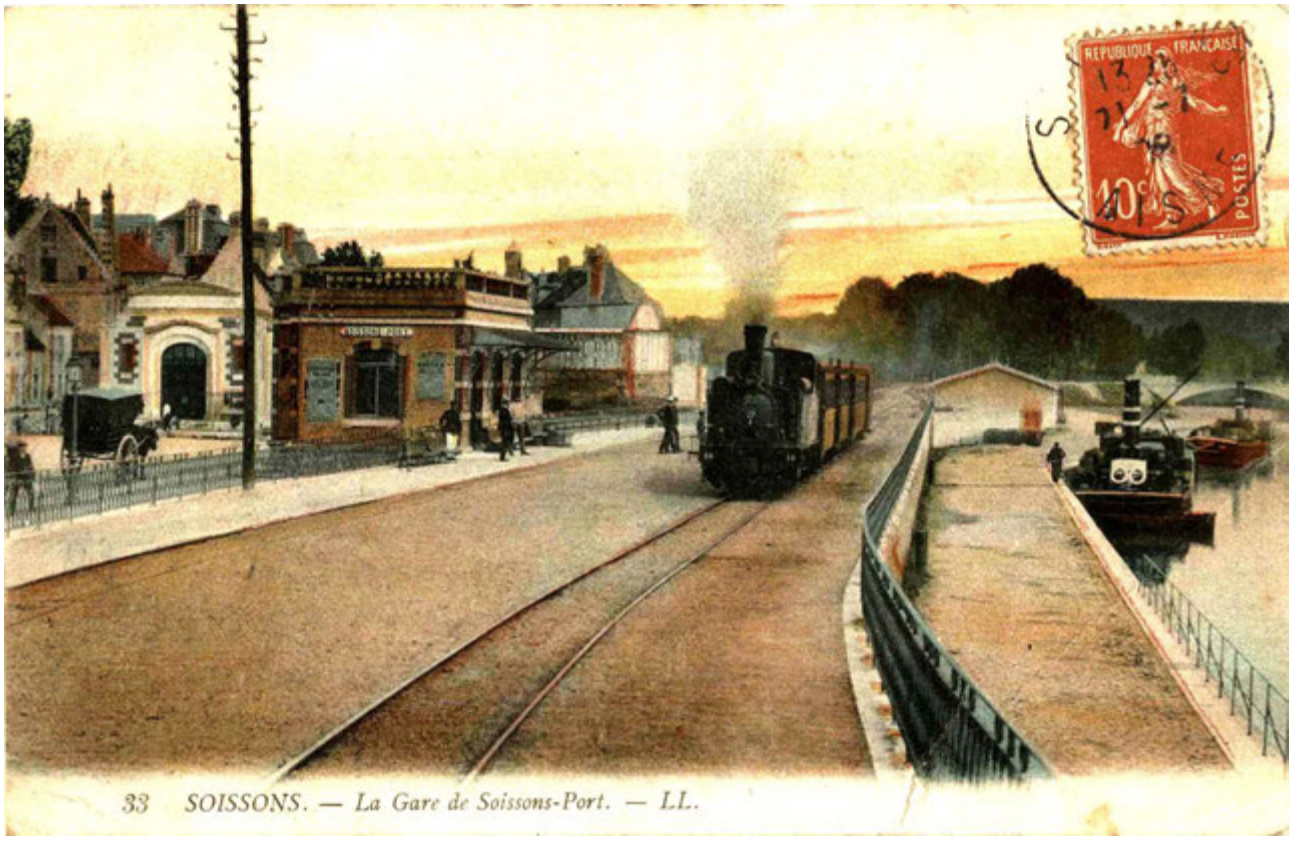
Au début du XIXe siècle, un quai long de 44 mètres s'étend entre les actuelles rues de la Bannière et de l'Intendance. Il a probablement été construit en rasant le mur médiéval le long de l'Aisne. De 1807 à 1813, des travaux de maçonnerie et de pavage sont réalisés. À partir de 1820, le conseil municipal de Soissons étudie l'agrandissement du port et le prolongement du quai. Cette

entreprise se heurte aux difficultés d'acquisition des maisons bordant le port et aux difficultés financières. Les travaux d'amélioration des fortifications de Soissons entrepris au cours des années 1820-1850 interférent avec ces projets. Le génie décide de fermer la ville du côté du port par un mur crénelé. Un long débat s'engage entre la municipalité et le ministère de la Guerre sur son tracé et ses conséquences sur la profondeur du port. Construit en 1836, le mur ferme le port côté ville. Celui-ci consiste en un espace de stockage en plein air, avec quelques hangars. Les marchandises sont déchargées par les ouvriers de la manutention, surveillés et encadrés par un contrôleur syndic chargé en outre de la perception des droits de garde et de stationnement pour les marchandises.

La place manquant sur la rive gauche de l'Aisne, des projets d'agrandissement sont étudiés par le conseil municipal dès les années 1820, sur l'autre rive où le quai de la Girafe, long de 16 mètres en 1824, préfigure les installations futures.

De port de départ de marchandises vers la capitale, Soissons devient un port de transit vers Paris. Des installations et des quais sont bâtis de manière discontinue sur la rive côté faubourg Saint Waast, en réponse aux nécessités du développement économique. La réalisation des ouvrages d'art nécessaires est ralentie par le coût important des travaux et la faiblesse des ressources. À la fin du siècle, les installations discontinues ont été rassemblées en un ensemble continu de 300 mètres de long, doté de moyens de levage et de stockage. Sur l'autre rive de l'Aisne, le rôle de l'ancien port se réduit à celui d'un simple quai d'amarrage. La construction, en 1903, d'une gare du chemin de fer de Rethel à Soissons sur le quai consacre cette évolution.

À la veille de la Grande Guerre, le port s'étend le long des abattoirs. Desservi par une voie ferrée locale et disposant d'installations de manutention modernes, il contribue au développement économique de la ville ●



La reconstruction de Soissons : acteurs - plans - styles

par Florian Corbier, Doctorant en Histoire de l'Art à l'URCA, Membre du C.E.R.H.I.C.

le 12 avril 2015

L'allégresse des Français, le jour de la victoire de 1918, ne peut faire oublier que le pays a été touché dans ses forces vives et sort ruiné de la guerre. Pendant tout l'entre-deux guerres, ce très lourd passif pèse sur la France et l'empêche, malgré son redressement, de retrouver sa puissance et sa cohésion d'avant 1914.

De ces cités ébranlées par la première guerre mondiale, Soissons à l'instar de Saint-Quentin et Reims est l'une des villes les plus durement touchées par les destructions. Quasiment anéantie, dévastée, la ville désolée se relève petit à petit, pansant les blessures de ses habitants sinistrés, humbles ou puissants, qui cherchent dans les cendres ce que leur mémoire a préservé du désastre.

Un habitant de Soissons, un bijoutier, resté sur place d'août 1914 à mai 1918, nous permet de dessiner l'ampleur des destructions. Il a ainsi compté le nombre d'obus tombés dans son quartier durant cette période et en a recensé 85 000 ce qui correspond à un obus tous les 10 m² pour le centre-ville. On peut donc estimer à plus de 100 000 le nombre de projectiles qu'a reçu Soissons durant le premier conflit mondial.

Ces bombardements ont d'abord touché le centre-ville, notamment autour du vieux pont et de la cathédrale. Un centre-ville à peine remodelé par les aménagements urbains du XIXe siècle qui, à Soissons, n'a porté que sur l'éclairage des rues, l'édification des fontaines ou la création de trottoirs. C'est donc une ville encore fortement marquée par un tissu urbain hérité de l'Ancien Régime, avec des rues n'excédant pas 8m de large, un bâti ancien, qui est détruite par les artilleurs allemands.

Soissons est ainsi édifié comme ville martyre. « Le martyr de Soissons » est d'ailleurs l'expression de Monseigneur Péchenard, qui publie un bulletin du même titre dès 1918. En novembre de cette année-là, la ville est un paysage désolant : sur 3 000 maisons existantes en 1914, Fernand Marquigny, maire de l'époque, estime lors d'une délibération du conseil municipal de 1919 que 2/3 sont détruites ou très endommagées. Mais un intense désir de faire renaître la ville anime les habitants qui commencent à revenir et l'équipe municipale se reconstitue.

Au lendemain de la première guerre mondiale, l'ampleur des destructions est alors telle à Soissons que les questions de reconstructions, reconstitutions et constructions, c'est-à-dire d'urbanisme constitue un enjeu sans précédent pour les pouvoirs publics.

La réédification des bâtiments civils et privés dévastés a ainsi offert aux architectes, aux artistes et aux artisans un vaste champ d'intervention durant l'entre-deux-guerres. Comment se répartissent les rôles ? Quel plan urbain est choisi ? Quels principes, quelles formes, quel vocabulaire sont adoptés pour « reconstruire » ou « reconstituer » la ville, les édifices publics ?

« Penser la Reconstruction »

« Je ne dis pas qu'il faut profiter mais il faut saisir l'occasion malheureuse qui nous est offerte d'élargir nos rues et certains quartiers »

Ces mots prononcés par « l'homme de la Reconstruction », Fernand Marquigny, maire de Soissons de 1919 à 1942, illustre parfaitement la volonté de l'équipe municipale de l'époque dans cette détermination de réédifier la cité dévastée. Dès le 3 août 1919, Marquigny engage ainsi vigoureusement la municipalité dans la reconstruction. Il ne s'agit pas de reconstruire une agglomération totalement détruite mais seulement de refaire le centre de la ville qui a été plus spécialement atteint, et qui est presque complétement détruit.

Le Conseil Municipal crée alors une commission spéciale qui ouvre un concours pour établir un plan de reconstruction, d'alignement et d'embellissement de la ville. Il décide également que le nouveau plan doit être dressé par la voierie municipale. Huit projets sont reçus. Le premier prix est attribué à l'équipe Chaleil-Depondt-Marchand, le second à Paul Devauchelle, et le troisième à l'équipe Thomas-Pavot-Vanier qui travaille pour les coopératives de reconstruction. Les architectes établis localement sont ainsi en première ligne, ce que l'on retrouve dans beaucoup d'autres villes de la reconstruction.

La synthèse de ces propositions est réalisée par la commission ad hoc et Paul Devauchelle qui a repris la tête des services de la voirie en tant qu'architecte-voyer de la ville. La commission doit ainsi satisfaire à un triple souci, respecter le caractère classique de la ville ; assurer la continuité entre les projets établis avant-guerre et le nouveau plan d'aménagement et d'extension ; satisfaire aux exigences de l'urbanisme contemporain (améliorer la circulation, aérer le centre-ville, rationaliser les fonctions des quartiers, répondre aux préoccupations hygiénistes).

La Commission conserve les deux axes romains (St Martin, du commerce, du collège, St Christophe), les boulevards de ceinture dessinés sur l'emplacement des remparts démantelés. Ces mesures ne constituent que la partie la moins neuve du plan. Pour améliorer la circulation, s'adapter au courant automobile naissant dont Paul Devauchelle et Robert Chaleil ont saisi les développements futurs, elle retient un dispositif qui repose sur de nombreux élargissements et la création de voies nouvelles.

Fig. 3: Plan de Soissons 1906, Guide Journée, Hachette &CO, Paris, 1910.

Le pari fait par la commission repose ainsi sur l'ouverture d'une nouvelle artère, appelée « la voie triomphale » qui doublera la circulation et irriguera le tissu urbain reconstitué ; sur la création d'une place centrale ; sur le dégagement de Saint Pierre au parvis ; sur la désaffection de la caserne Charpentier et sur la mise en valeur de l'abbaye Saint Jean des vignes. Le plan d'aménagement est ainsi largement commandé par l'ouverture de la « voie triomphale », avenue partant de la place de la République, débouchant sur l'Hôtel de Ville en passant par la place Saint Gervais. Ce choix esthétique conduit à établir, après le premier tronçon de cette voie nouvelle, une rue aboutissant face au transept sud de la cathédrale. La réalisation de la place centrale (aujourd'hui place Fernand Marquigny) permet d'assurer une liaison entre l'axe romain et l'artère nouvelle.

Le 2 juillet 1920, le plan d'aménagement, d'embellissement et d'extension de la Ville de Soissons est présenté au Conseil Municipal qui approuve le dispositif. L'inspiration dominante du plan est visiblement celle de l'urbanisme « post-haussmannien », et de Devauchelle. L'équipe municipale reprend nombre d'options envisagées avant 1914 mais il y a des inflexions qui démontrent une certaine influence de la doctrine urbanistique contemporaine notamment sur les questions d'hygiène, d'aération, d'économie, de fonction et de démographie.

Le plan adopté par la municipalité doit ainsi recevoir l'agrément du ministère des régions libérées avant d'être soumis au Conseil d'État. C'est à ce moment-là qu'intervient la personnalité de Paul Normand.

Le rapporteur s'efforce à une analyse rigoureuse des dossiers. Il s'appuie sur ses propres visites de Soissons, ses discussions avec Paul Devauchelle pour cerner les caractéristiques urbaines essentielles, se forger une image de Soissons. Au nom de cette image, il refuse les modifications d'urgence, les glissements qui peuvent apparaitre d'un dossier à l'autre. Son attachement à la cohérence des plans, à une interprétation judicieuse des règlements de voierie, s'inscrit dans un souci de rigueur à la fois intellectuel mais aussi professionnel.

Ces rapports présentés sur le dossier de Soissons devant la Commission supérieure, permettent de dégager trois axes d'intervention de celui-ci sur le Plan d'aménagement de la Ville.

Paul Normand montre ainsi une grande volonté de sauvegarde du patrimoine historique, qui est facilement accepté par la municipalité, notamment au sujet du petit cloître de Saint-Jean-des-Vignes et des restes de l'abbaye Notre-Dame et du théâtre romain.

Paul Normand est également un serviteur de l'État. Il se montre donc économe des deniers de l'État et s'attache à préserver les droits étatiques. Ses interventions se soldent par une réduction conséquente des dépenses subventionnables, qui passe notamment par le reclassement des travaux de première urgence et seconde urgence. En effet, le plan « Devauchelle » prévoit dans les travaux de première urgence la création de rues et de places

nouvelles dont l'utilité publique est vivement critiqué par Paul Normand.

Mais ces critiques vont d'ailleurs bien au-delà d'une vision économe. En effet, Paul Normand reproche au plan de trop modifier le centre, de lui faire perdre son pittoresque. Il n'est d'accord ni avec le projet de grande place centrale ni avec celui de la nouvelle percée dite voie triomphale. Ces deux projets constituent pourtant un des grands desseins de la municipalité. Ces prises de décisions débouchent à une véritable « querelle », courtoise, entre Normand et Devauchelle. Ce qui oppose les deux architectes, au-delà d'une opposition de gouvernance ou d'ingérence, c'est véritablement la vision à la philosophie urbanistique et architecturale de la ville. Il semble que Paul Normand, issus d'une famille de tradition « classique » avec une vision proche de Viollet-le-Duc est face à la vision moderne et post-haussmannienne de Paul Devauchelle. Éternel conflit classique/moderne.

Peu à peu, Paul Normand se laisse gagner par le parti Devauchelle. En revanche, il réclame la création d'une « ville neuve » dans la zone d'extension, notamment de cité-jardin ouvrière dans les quartiers industriels. Cette détermination conduit d'ailleurs la municipalité à dissocier les deux plans, Devauchelle se déclarant incompétent. L'étude de ce plan est confiée à la coopérative de reconstruction.

Il faut ainsi attendre décembre 1925 pour que Soissons ait son plan d'alignement, d'embellissement et d'extension. Il faut quatre années de bataille pour faire agréer le plan alors que celui de Reims est accepté en quelques mois. Comment expliquer une telle différence de traitement ?

Premièrement, au-delà d'un simple plan de reconstruction, le plan envisagé par la municipalité est un véritable plan de modernisation et d'urbanisation du centre-ville de Soissons. Cette philosophie et cette volonté de réaliser un plan d'urbaniste, et non d'architecte, explique en grande partie la lenteur de sa mise en place et de sa ratification, ainsi que l'aspect protéiforme de l'architecture. Deuxièmement, les rapports Paul Normand montrent également que Soissons est demeurée sous la tutelle vigilante des ministères des régions libérées et de l'Intérieur. Enfin, même si Soissons est inscrit au martyrologe de la Grande Guerre, le symbole de la destruction de la cathédrale de Reims et de la ville des sacres a surement accéléré la mise en place d'un plan.

Nous voyons ainsi que la Reconstruction, malgré des conditions optimums, notamment politiques, ne répond pas au schéma cohérent et rapide de mise en place. La seconde phase du plan, c'est-à-dire la reconstruction à proprement parler souffre d'ailleurs des mêmes maux.

« Reconstruire »

L'architecture de la reconstruction à Soissons s'exprime en premier lieu avec une architecture de style ancien, notamment le classicisme, mais en reprenant un vocabulaire décoratif moderne.

Magasin "Aux Bull Dogs"

En effet, malgré quelques beaux exemples, notamment la maison égyptienne (22 rue du Collège), le Casino-Cinéma, les Magasins Réunis (rue Saint-Martin), le magasin « Aux Bull Dogs » (angle rue Saint-Martin - Place Fernand Marquigny) et le Monument place Saint-Christophe, l'architecture Art-Déco ne s'exprime pas pleinement dans la ville. Pourtant ce style se développe de manière exponentielle en France à partir de 1925.

La spécificité de l'architecture de la reconstruction est ainsi de perpétuer l'éclectisme durant toute l'entre-deux guerres, alors que ce courant se termine en France dans les années 1920 en faveur de l'Art Déco.

Le découpage de parcelle tributaire des schémas anciens peut ainsi expliquer ce particularisme. En effet, le centre-ville garde un découpage de parcelles étroites qui handicape la réalisation de grands ensembles chers à l'Art Déco. On peut émettre également l'hypothèse de la localisation et de la politique des édiles soissonnaises motivée par une volonté de différenciation des villes du Nord, de Reims, de

Paris, tout en gardant une certaine notoriété esthétique. La nostalgie de la fin du XIXe siècle symbolisée par la Place de la république et par boulevard Jeanne d'Arc, avec ses maisons bourgeoises, semble être également un des freins à l'établissement de l'Art-Déco.

Enfin, la réalisation d'un plan de reconstruction alimenté par une philosophie urbanistique, et non architecturale, paraît être un des obstacles les plus importants à l'éclosion de l'Art-Déco dans la ville. D'ailleurs, cette exécution n'a pas été associée à une volonté de reconstruire de grands ensembles uniformes, notamment autour de la Place centrale, à l'image de Saint-Quentin. Cette spécificité donne ainsi à Soissons l'image d'une ville du XIXe siècle dans un plan urbain de l'entre-deux guerres.

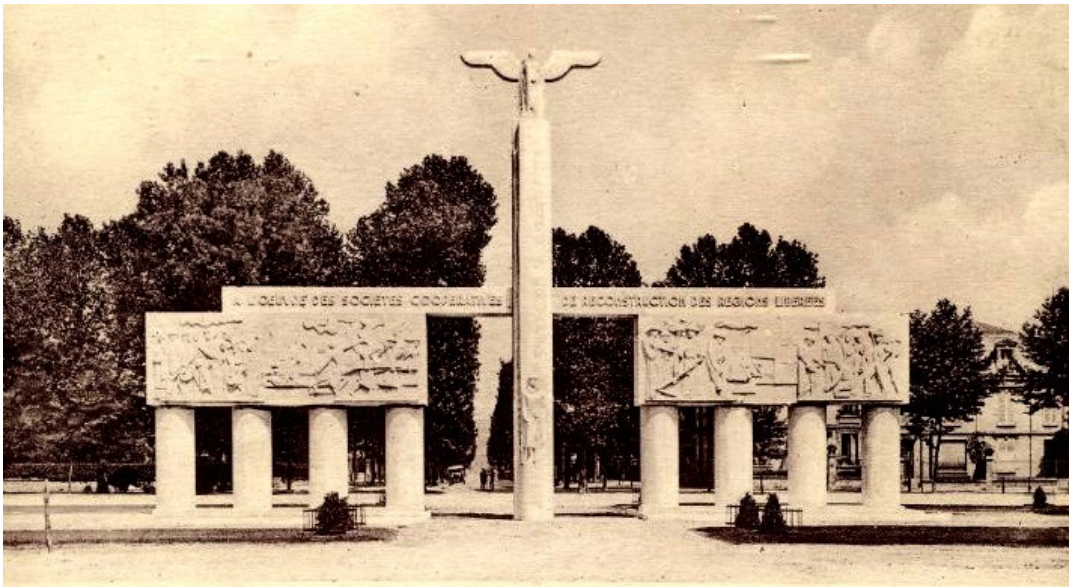
Comment juger l'urbanisme de la reconstruction ?

L'équipe Marquigny est très désireuse de réaliser deux projets ambitieux et liés entre eux : la place centrale et la nouvelle percée surnommée « voie triomphale ». Mais finalement, ni l'un ni l'autre n'ont eu un effet décisif sur l'attraction du centre-ville.

En effet, les fonctions de la place centrale ne sont pas évidentes, à la fois lieu de mémoire douloureuse et place à vocation commerciale ; place fermée traditionnelle et place haussmannienne. Elle n'est pas remarquable non plus par son architecture ni par les fonctions de ces bâtiments. À l'image de l'architecture, la place centrale veut être un compromis entre tous les types de places, elle est éclectique et c'est pourquoi elle n'a pas sa fonction « centrale ».

La voie nouvelle ne sera jamais terminée, même si elle était dans les papiers de la municipalité jusque dans les années 1970. Mais surtout l'échec du plan se fait d'abord par son argument démographique, puisqu'il prévoyait une augmentation de la population qui atteindrait 30 000 habitants dans la fin des années 1930. L'ilot Charpentier, les grands axes, la voie triomphale ainsi que la place centrale sont ainsi conçus en vue d'une fonction commerciale.

Enfin, le plan de reconstruction est d'abord un plan d'urbanisme et qui néglige l'architecture. L'équipe Marquigny n'a pas le souci de constituer des ensembles architecturaux et décoratifs cohérents et remarquables ce qui nuit au plan. Il n'y a pas d'articulation entre l'urbanisme, l'architecture et les arts décoratifs à Soissons au contraire de Reims et Saint-Quentin, où il existe une véritable synergie entre les trois. Le débat sur l'urbanisme est ainsi tout juste lancé en France à l'époque et il faudra attendre la seconde reconstruction de 1945 pour voir éclore une exacte définition et une véritable normalisation de l'urbanisme. Soissons est ainsi un laboratoire pour une matière qui est en pleine construction, et un chainon important dans la définition de la ville moderne.



SOISSONS - LE MONUMENT A GUY DE LUBERSAC
ET A L'ŒUVRE DES SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES DE RECONSTRUCTION

PHOTO CIBRARIO — Par Jean et Joël MARTEL — (exécuté par P. Ferré)

Vassogne

et Martigny-Coupière,

notre sortie du 10 mai 2015

Le musée de Vassogne.

C'était une belle journée ensoleillée pour parcourir la campagne vers le Chemin des Dames et se rendre au musée de **Vassogne**. Une trentaine de nos adhérents et quelques "accompagnants" avaient fait le déplacement pour visiter ce musée crée en 2002 et qui regroupe un ensemble d'objets de la vie quotidienne et du monde du travail ayant contribué à la reconstruction matérielle des bourgs et villages environnants plus ou moins détruits lors de la Grande Guerre :
La visite se répartissait en trois salles :

- d'abord, les objets rendus par le terre après les horribles destructions de la guerre ; parmi les vestiges retrouvés, on pouvait voir, entre autres, des pots, des cruches, des pièces de métal, des bouteilles d'encre brisées, et bien sûr des obus.
- ensuite, de nombreux outils d'artisans dans les diverses spécialités engagés dans la reconstruction : maçons, plâtriers, charpentiers, couvreurs,… et leur histoire.
- et, pour finir, un fonds d'archives d'entreprises et de documentation sur l'outil, le Chemin des Dames, et l'Aisne avec une bibliothèque conséquente.

Autre point de chute pour cette sortie : l'église St Martin de **Martigny-Courpière**, toujours dans cette zone du Chemin des Dames, classée aux monuments historiques en 1997. Cette église fut entièrement détruite durant la Grande guerre, lors des violents combats qui ravagèrent le village. De style art déco et d'inspiration romane, elle fut reconstruite en pierre de taille et en béton armé dans les années 1928-1933 et bâtie selon un plan en forme de croix latine avec une voûte parabolique. L'ornementation intérieure est remarquable ; les peintures sont réalisées directement sur les murs. Son clocher au-dessus du porche possède une flèche en béton armé avec un décor d'anges sculptés soutenant une couronne à mi-parcours de la flèche ●

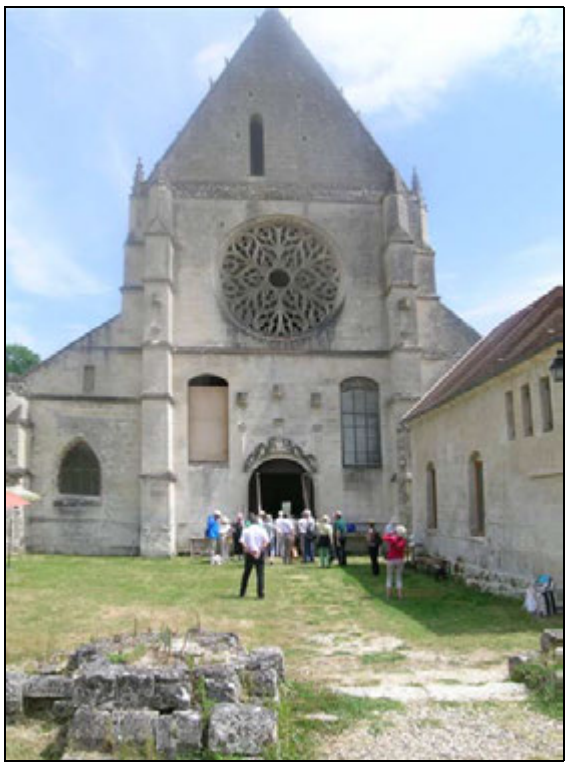
Notre sortie pique-nique du 14 juin 2015

Neuf heures, place de l'Hôtel de Ville, nous sommes 53 à embarquer à bord d'un bus qui nous conduira sur les routes de l'Aisne et surtout de l'Oise à la découverte de sites remarquables, tous privés, où nous serons accueillis dans la plupart des cas par les propriétaires.

Première étape, nous nous rendons au hameau de **Pisseleux** à côté de Villers-Cotterets pour y découvrir le **manoir de la Noue**. L'origine de ce fief est assez floue ; au XIIIème siècle, Guillaume de Noue en est le seigneur et on sait qu'au XVIème, il a appartenu à un certain Louis Lepère. Sous Louis XIII, les terres sont cédées aux religieuses de l'abbaye Notre-Dame de Soissons. Mais en 1672, cette terre est en possession de Denis Le Roy d'Acquest et passe au XVIIIème entre les mains de la famille de Foucault. Après la révolution, le domaine appartient à la famille Picot. Aujourd'hui, le manoir et ses dépendances sont la propriété de la famille Lussigny. Ils sont occupés par la société Les Pépinières du Valois qui y logent ses bureaux et cultivent des arbres fruitiers. Nous observons tout d'abord une enceinte bien conservée épaulée de contreforts avec tourelles d'angle à ses extrémités. A l'extrême gauche, dans l'angle ouest, subsiste les ruines d'une chapelle privative d'époque Renaissance. L'accès à la propriété s'effectue au centre de l'enceinte par un châtelet d'entrée, c'est un quadrilatère flanqué de quatre tourelles en encorbellement sur contreforts. Il est en parfait état. Le portail en anse de panier s'ouvre sur un passage voûté d'ogives. La porte d'accès à l'escalier menant à l'étage est soigneusement décorée. Pour des raisons de sécurité nous ne pénétrerons pas à l'intérieur, néanmoins, notre Président nous explique, photos à l'appui, que la décoration intérieure a été très soignée, signifiant ainsi qu'outre un côté défensif classique, on a souhaité donner à l'édifice une vocation de lieu de plaisance, c'est ainsi que la cheminée, les poutres et les solives sont richement ornées. Nous franchissons le châtelet pour nous retrouver au centre de la cour. En face, se situe le manoir, la tourelle octogonale permet de situer sa construction au XVIème siècle. Mais c'est la façade arrière, dirigée sur le parc, qui nous surprend, car nous découvrons alors une ornementation de style Napoléon III, avec un fronton triangulaire sculpté figurant un hymne à l'agriculture. Derrière la porte d'entrée se trouve un escalier central de la même époque d'une belle élégance. Dans l'enceinte siège aussi un pigeonnier cylindrique contenant 5000 boulins faits de pots d'argile, ce qui démontre là encore la richesse de cette propriété.

Nous nous rendons ensuite à **Morienval**, dans **les jardins de l'abbaye**, pour visiter la roseraie David Austin (célèbre rosiériste anglais). Cette roseraie, première installée dans une propriété privée, a été créée il y a 4 ans et est désormais ouverte au public pour la visite et la vente de rosiers. C'est une explosion de couleurs et de parfums qui nous accueillent. Nous nous dispersons dans les allées de la roseraie, et le propriétaire des lieux nous explique que sont exposés dans ce jardin 1600 rosiers et 154 variétés différentes. La particularité de ces roses anglaises est d'être toutes odorantes. Nous apprendrons aussi qu'il faut planter les rosiers à l'anglaise, soit

10cm au dessus du point de greffe, ce qui permet aux branches de l'arbuste de se multiplier à sa base. Nous ne visiterons pas l'abbatiale, car c'est l'heure de la messe dominicale. Par contre, nous disposons d'un superbe point de vue du côté sud de l'église à partir des jardins. Edifiée au XIème siècle, l'abbaye abrita une communauté de bénédictines jusque 1745, date à laquelle les moniales quittent définitivement le lieu. L'extinction de l'abbaye est prononcée en 1768 et l'abbatiale devient église paroissiale. Sur le plan architectural, l'église, de style roman, est composée d'une nef flanquée au nord et au sud d'un bas côté et d'un transept. Le chœur contient un étroit déambulatoire sans chapelle rayonnante. Une chapelle gothique est accolée au transept nord. L'entrée s'effectue sous un porche qui s'élève sur la façade. L'abside est flanquée de deux tours carrées très élevées. C'est dans le déambulatoire que l'on peut observer les croisées d'ogives parmi les plus anciennes que l'on connaisse ; elles ont été construites aux environs de 1120 et préfigurent l'architecture gothique. Une grande campagne de restauration a été effectuée de 1878 à 1912 par l'architecte Selmersheim.



La visite terminée, c'est grâce à un chauffeur de car expérimenté que nous réussissons à quitter les rues étroites du village. Il est désormais l'heure de nous restaurer, c'est pourquoi nous nous rendons à **l'abbaye de Lieu Restauré** où nous prenons notre pique-nique avant d'explorer le site. Ce nom de Lieu Restauré trouve sa signification dans le terme lieu (locus) désignant un lieu religieux et indique la construction d'une nouvelle église au XIIème siècle à l'emplacement d'une chapelle primitive. Cette abbaye fut fondée grâce aux donations du Comte Raoul de Crépy, sous l'égide du tout jeune ordre de Prémontré (créé en 1120). Pendant la guerre de cent ans, les destructions dans la région sont sévères et à la fin du conflit, il ne reste que des ruines de l'abbaye. C'est en 1540 seulement qu'une nouvelle église sera consacrée, c'est celle que nous admirons aujourd'hui. En 1567, lors des guerres de religion, l'abbaye est pillée et si l'église vide reste debout, les autres bâtiments sont incendiés. Vers 1565, un régime d'abbés commendataires est installé, ce système perdurera jusqu'à la Révolution. C'est alors que l'abbaye est vendue comme bien national et sert tout d'abord de carrière de pierres. En 1800, le Général Leclerc, époux de Pauline Bonaparte, s'en rend acquéreur, le bien restera dans sa famille jusqu'en 1828. L'église est ensuite utilisée comme féculerie, entrepôt, grange, installation de secteur électrique, et enfin dépotoir. En 1964 Pierre Pottier et une armée de bénévoles commencent le sauvetage de la vieille abbaye. Denis Rolland nous confie que c'est là, l'été de ses 16 ans, installé dans une caravane, qu'il participera aux débuts de l'opération de sauvetage et fera ses premières armes. En 1965, le site est classé Monument Historique. L'association, née en 1968 œuvrera sur place jusqu'en 2012/2013. Aujourd'hui, même s'il reste beaucoup à faire, l'abbaye est sauvée, et la propriété accueille régulièrement des visiteurs. C'est par ailleurs devenu un centre de rencontres bouddhistes.

Nous remontons dans le bus. Qui ne s'est pas demandé en empruntant la route entre Senlis et Crépy en Valois quelle était cette étrange ruine émergeant d'une butte boisée ? C'est **le château féodal de Montépilloy**. C'est un château de style Philippe Auguste à enceinte polygonale fossoyée, avec châtelet d'entrée à archères, construit au XIIème siècle et surélevé au XVIème. Au centre de la cour une tour circulaire de plus de 30 mètres de hauteur édifiée au XII/XIIIème siècle, surélevée au début du XVème et couronnée de mâchicoulis. C'est aussi à cette époque qu'a été édifiée une tour semi-circulaire reliée à la tour maîtresse par une courtine à

mâchicoulis, puis un logis seigneurial remplaçant un ancien logis du XIVème siècle, dont on distingue encore les traces. A l'origine, l'accès au donjon situé à 6 mètres du sol se faisait par un escalier en bois supporté par un pilier encore présent, puis par un pont-levis. Une fois ce dernier franchi, une herse, un couloir protégé par un assommoir et une porte à deux vantaux interdisaient encore l'accès. C'est Gui III de Senlis, seigneur de Chantilly et d'Ermenonville, bouteiller de France qui fit construire cette forteresse. La seigneurie demeurera dans ce lignage des Bouteiller jusqu'au XIVème siècle. Abandonné par son seigneur pendant les troubles de la guerre de Cent Ans, le château est occupé par les différents belligérants avant d'être démantelé sur ordre de Charles VII pour éviter de servir de repère aux brigands. La tour semi-circulaire, le logis et le donjon sont éventrés, c'est l'état dans lequel nous le voyons désormais. Le châtelet a aussi souffert mais il sera reconstruit aux XV/XVIème siècles. Il sera à nouveau endommagé lors des guerres de Religion, puis restauré. A la fin du XVème siècle, les Montmorency deviennent propriétaires du domaine qu'ils transforment en exploitation agricole. Aujourd'hui, une association, Armorial, œuvre à Montépilloy, elle a effectué des travaux de dégagement, ce qui permet une meilleure compréhension du site ; des visites de groupes sont aussi proposées sur demande.

Nous suivons la trace des Bouteiller de Senlis, seigneurs de Montépilloy, jusque **Rully** où en 1249 Gui le Bouteillier fait un don pour la création d'une abbaye de chanoines réguliers de l'ordre de Saint Augustin dépendant de Saint Victor à Paris, c'est **le prieuré de Bray**. En 1263, le premier prieur, accompagné de six chanoines, s'installe dans les bâtiments, dont la chapelle qui vient d'être achevée. Le lieu est modeste, il est composé d'une chapelle, d'un cloître et de bâtiments monastiques. Cette période monastique va se poursuivre jusqu'au XVIIème siècle, sans qu'il se produise d'évènement notoire, hormis le pillage en 1650 par les troupes de Turenne. A la mort du prieur en 1773, le prieuré, la ferme adjacente et les terres sont donnés en location à un bourgeois de Paris. A la Révolution, le prieuré est vendu comme bien national puis loué à des fermiers et transformé en exploitation agricole. Les destructions et modifications du site datent sans doute de la fin du XIXème siècle. Une première inscription Monument Historique est faite en 1926, le classement interviendra en 1943. A partir de 1970, les différents propriétaires successifs entreprennent des travaux de restauration. C'est entre 2005 et 2012 que se déroulent les travaux les plus importants sur la chapelle avec l'aide de la jeune association « les amis du prieuré de Bray ». C'est ainsi qu'aujourd'hui le prieuré accueille des expositions et propose des concerts ou d'autres manifestations culturelles.

Nous terminons rapidement notre circuit par la visite du **château de Coyolles** à côté de Villers-Cotterêts. Le château qui a appartenu à la famille des Fossés, implantée à Haramont, est constitué de plusieurs bâtiments. On observe une enceinte flanquée à un angle d'une grosse tour de défense octogonale servant aussi de pigeonnier et une petite échauguette carrée implantée le long de la coursive. Un pavillon carré à mâchicoulis avec tourelle d'escalier élevé au dessus d'un passage charretier voûté en berceau donne accès à la cour. A l'intérieur, le logis est constitué de deux bâtiments en équerre. Le premier est accolé au pavillon d'entrée et est vraisemblablement de la même époque, il rejoint un autre bâtiment perpendiculaire qui s'avère être l'ancien logis. Il s'agit d'un quadrilatère dont subsistent encore deux tourelles d'angle contenant des escaliers en vis, à l'origine le bâtiment en possédait à chaque angle. L'entrée dans la demeure s'effectue par une porte surmontée d'un fronton ornementé qui ouvre sur un escalier en pierre. En 1856, le propriétaire du domaine fait élever à quelques pas de l'ancien logis un nouveau château classique de grande taille. Ce dernier est actuellement un centre médico-éducatif.

Après cette dernière visite, nous reprenons le chemin du retour vers Soissons, bien heureux encore une fois de cette excellente journée et de ces belles découvertes.

Journées du patrimoine 2015

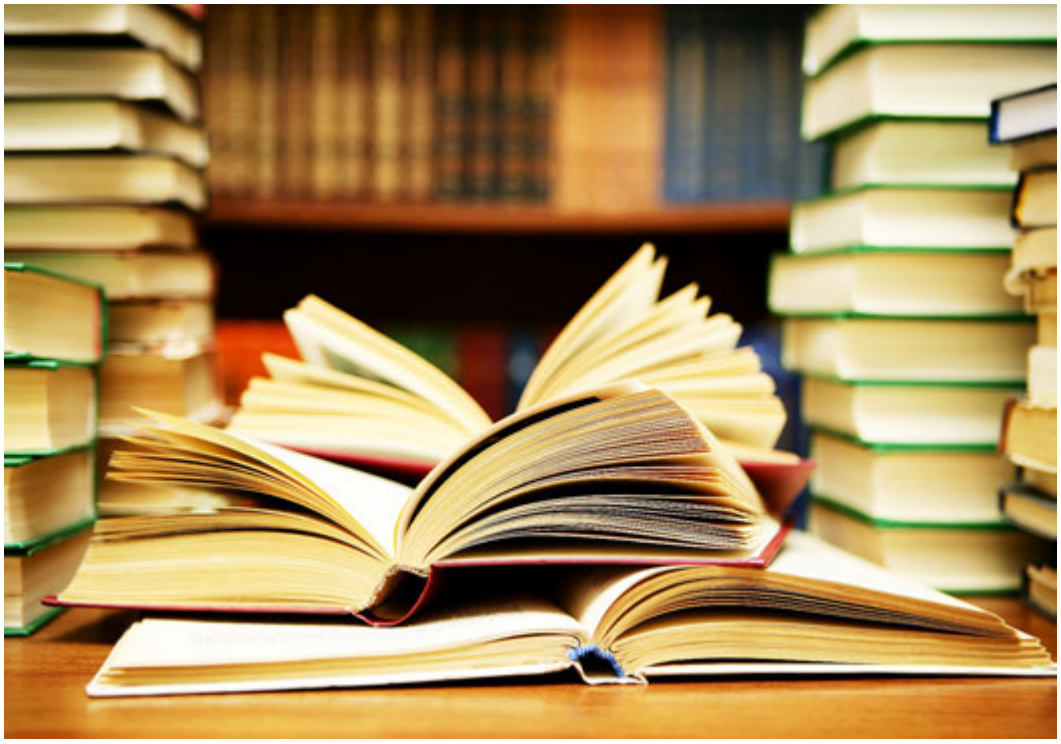
19 et 20 septembre 2015 de 9h30 à 18h30

Société Historique de Soissons 4 rue de la Congrégation Soissons

VENTE DE LIVRES

documents divers, cartes, photos...

En raison d'un manque de place qui devient de plus en plus difficile à gérer, la Société Historique de Soissons a décidé de se séparer d'un certain nombre d'ouvrages en double et de publications relativement récentes.
Vente de journaux XIXe s., revues, photographies, documents divers.



Parmi les livres à vendre :
Bulletins de la Fédération des Sociétés historiques de l'Aisne -
Bulletins de la Société Historique de Soissons

Livres d'histoire : Antiquité, Moyen-Âge, XVIe à XVIIe siècles, Empire, guerres de 14-18 et de 39-45
Livres sur des sujets divers : Littérature, Religion, Santé, Politique, Biographies

UNE MAJORITÉ DE LIVRES SERA VENDUE A PRIX CASSES
DE 1 € à 5 €
Vente réservée aux particuliers seulement